RÉPUBLIQUE DU TCHAD

****

UNITÉ – TRAVAIL – PROGRÈS

****

COUR DES COMPTES

REGLEMENT INTERIEUR

Adresse : COUR DES COMPTES DU TCHAD, BP 197 Ndjamena (TCHAD)
Site Web: www.courdescomptes.td
E-mail: contact@courdescomptes.td

SOMMAIRE

TITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES 2

TITRE II : DE L'ORGANISATION ET DE LA COMPOSITION DE LA COUR DES COMPTES 8

CHAPITRE 1 : DU SIEGE 10
CHAPITRE II : DU MINISTERE PUBLIC 12
CHAPITRE III : DU SECRETARIAT GENERAL 13
CHAPITRE IV : DU GREFFE 15

TITRE III : DU FONCTIONNEMENT DE LA COUR 21

CHAPITRE I : DU PRESIDENT 21
CHAPITRE II : DES CHAMBRES 22
Section I : DE LA COMPOSITION 22
Section II : DES PRESIDENTS DES CHAMBRES 23
Section III : DES ATTRIBUTIONS DES CHAMBRES 24
Paragraphe 1 : DE LA CHAMBRE DES AFFAIRES BUDGETAIRES ET FINANCIERES 24
Paragraphe 2 : DE LA CHAMBRE DE CONTROLE ET D'AUDIT 24
Paragraphe 3 : DE LA CHAMBRE DE DISCIPLINE BUDGETAIRE 25
Paragraphe 4 : DE LA CHAMBRE JURIDICTIONNELLE 25
CHAPITRE III : DU MINISTERE PUBLIC 26
CHAPITRE IV : DU BUREAU 27
CHAPITRE V : DE L'ASSEMBLEE GENERALE 28
CHAPITRES VI : DE L'AUDIENCE PLENIERE SOLENNELLE 29
CHAPITRE VII : DES CHAMBRES REUNIES 30
CHAPITRE VIII : DE LA FORMATION INTER CHAMBRE 31
CHAPITRE IX : DE LA CHAMBRE DE CONSEIL 31
CHAPITRE X : DU COMITE DE PROGRAMME ET DES RAPPORTS 32

TITRE IV : DES DROITS ET OBLIGATIONS 33

TITRE V : DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES 38

TITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : le présent Règlement intérieur a pour objet de compléter, de préciser et de définir les règles du fonctionnement interne de la Cour des comptes du Tchad, conformément aux dispositions de l'article 225 de la loi organique N°007/CNT/2024 du 26 Février 2024 portant attributions, organisation, fonctionnement et règles de procédures devant la Cour des comptes.

Article 2 : au sens du présent Règlement intérieur, on entend par les termes : « Cour » et « Bureau » respectivement « Cour des comptes » et « Bureau de la Cour des comptes ».

Article 3 : la Cour des comptes est la plus haute juridiction de la République en matière de contrôle de l'exécution du budget de l'Etat conformément à l'article 2 de la Loi Organique susvisée.

La Cour agit en conformité avec les principes d'indépendance, de transparence, d'objectivité, d'impartialité et de responsabilité, tels que prévus dans la loi organique.

Elle est indépendante par rapport au Gouvernement et au Parlement et autonome par rapport à toutes autres juridictions. Elle décide seule de la publication de ses avis, décisions et rapports. Elle jouit de l'autonomie budgétaire et financière.

La Cour des comptes est destinataire de tout rapport établi par les autres corps de contrôle. Elle peut également solliciter l'assistance d'autres Institutions Supérieures de Contrôle dans le cadre des accords de coopération.

Article 4 : la Cour des comptes a pour mission d'assister le Gouvernement et le Parlement dans le contrôle de l'exécution des lois des finances et l'évaluation des politiques publiques.

Article 5 : la Cour des comptes contribue par son action permanente de vérification, d'investigation et de conseil à :

- la sauvegarde du patrimoine public ;
- la transparence et la sincérité de la gestion des finances publiques ;
- l'amélioration des méthodes et techniques de gestion des organismes publics et des entreprises du secteur public ;
- l'évaluation des politiques et programmes ;
- la rationalisation de l'action administrative.

Article 6 : dans l'exercice de sa mission, la Cour des comptes peut, au besoin, solliciter l'assistance de la Cour des comptes de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, conformément aux dispositions prévues par les traités et conventions communautaires.

Article 7 : le siège de la Cour des comptes est fixé à N'Djamena. Son ressort s'étend sur l'ensemble du territoire national et les représentations diplomatiques du Tchad à l'étranger.

Toutefois, son siège peut être transféré en tout autre lieu sur le territoire national si les circonstances l'exigent.

Dans ce cas, la Cour en avise le Président de la République.

Article 8 : en tant que de besoin, des chambres provinciales des comptes peuvent être créées par décret pris en Conseil des ministres.

La Cour des comptes exerce une fonction permanente de coordination et de contrôle vis –à- vis des chambres provinciales des comptes.

Article 9 : dans l'exercice de sa mission, la Cour des comptes :

- assure le contrôle juridictionnel des opérations budgétaires et

comptables des administrations publiques ;

- juge les comptes des comptables publics ;
- déclare et apure les gestions de fait ;
- vérifie la régularité des recettes et des dépenses publiques ;
- assure la vérification des comptes et de la gestion des établissements publics de l'Etat à caractère industriel et commercial, des entreprises nationales, des sociétés d'économie mixte ou des sociétés anonymes dans lesquelles l'Etat possède la majorité du capital social ;
- s'assure de l'effectivité du recouvrement des ressources publiques ;
- assure la vérification des services publics concédés ou d'intérêt général ;
- vérifie les comptes de gestion des filiales, des organismes visés aux deux tirets précédents lorsque ces organismes détiennent dans lesdites filiales séparément, ensemble ou conjointement avec l'Etat plus de la moitié de capital ou des voix dans les organes délibérants ;
- contrôle les revenus des ressources extractives et certifie les déclarations du secteur extractif ;
- contrôle tout organisme qui bénéficie d'un concours financier de l'Etat ou d'une autre personne morale de droit public ainsi que de tout organisme bénéficiaire du concours financier des entreprises publiques et de leurs filiales ;
- s'assure en outre que les administrations centrales, les services déconcentrés de l'Etat, les sociétés nationales, les établissements publics et les Collectivités autonomes sont en règles avec les contributions et cotisations dont ils sont redevables envers les organismes ;
- contrôle le compte d'emploi des ressources collectées auprès du public, dans le cadre des campagnes menées par tout organisme public ou privé faisant appel à la générosité publique ;
- contrôle tout organisme créé par l'Etat pour résoudre un problème d'intérêt

général, quelle que soit l'origine des fonds mis à la disposition de cet organisme ;

- examine les comptes des partis politiques en vue de leur éligibilité à la subvention publique et les comptes de campagne électorale conformément à la loi ;
- reçoit et contrôle les déclarations obligatoires de patrimoine des personnalités assujetties par la loi autre que le Président de la République et les membres du Gouvernement ;
- sanctionne les fautes de gestion commises à l'égard de l'Etat, des Collectivités autonomes et des organismes soumis à son contrôle.

Article 10 : la Cour des comptes peut être consultée par le Gouvernement ou le Parlement sur des questions économiques, financières ou de gestion des services de l'Etat et des Collectivités publiques.

Article 11 : les contrôles dévolus à la Cour des comptes visent à :

- promouvoir l'obligation de rendre compte ;
- déceler toute irrégularité ou infraction par rapport aux normes juridiques et de gestion en vigueur ;
- mesurer les performances réalisées dans la gestion des services et organismes publics.

La Cour des comptes exerce une mission d'audit et de contrôle à posteriori sur l'ensemble des services de l'Etat y compris leurs services extérieurs, les Collectivités autonomes, les établissements publics administratifs, les entreprises publiques et les organismes bénéficiant des subventions de l'Etat.

Elle vérifie les comptes et contrôle la gestion des entreprises du secteur public selon les catégories ci-après désignées :

- les établissements publics à caractère industriel et commercial ;
- les sociétés nationales ;
- les sociétés anonymes à participation publique majoritaire.

La Cour des comptes contrôle également les comptes et la gestion :

- de tout organisme public dans lequel l'Etat, les Collectivités autonomes et les autres organismes soumis à son contrôle, détiennent directement ou indirectement, séparément ou ensemble, une participation au capital social permettant d'exercer un pouvoir prépondérant de décision ou de gestion ;
- de tout organisme bénéficiant, sous quelque forme que ce soit, du concours financier ou de l'aide économique de l'Etat, des organismes publics ou qui sont financés sur ressources extérieures ;
- des institutions de sécurité sociale, y compris les organismes de droit privé qui assurent en tout ou en partie la gestion d'un régime de prévoyance ou de retraite légalement obligatoire ;
- des établissements publics à caractère scientifique et technologique ;
- des établissements publics professionnels ;
- des établissements publics de santé.

Dans ce cadre, elle vérifie que les administrations centrales, les services déconcentrés de l'Etat, les sociétés nationales, les établissements publics et les Collectivités autonomes sont en règle avec les contributions et cotisations dont ils sont redevables envers ces organismes.

Article 12 : la Cour des comptes exerce un contrôle de gestion et d'emploi des ressources collectées auprès du public, dans le cadre de campagnes menées à l'échelon national par tout organisme public ou privé faisant appel à la générosité publique.

Ce contrôle a pour but de vérifier la conformité des dépenses engagées par ces organismes aux objectifs poursuivis et annoncés par appel à cette générosité publique. S'il y a lieu, il peut comporter des vérifications auprès des organismes qui ont été bénéficiaires des ressources collectées dans le cadre de ces campagnes.

TITRE II : DE L'ORGANISATION ET DE LA COMPOSITION DE LA COUR DES COMPTES

Article 13 : le Siège de la Cour des comptes est composé de vingt et un membres dont un Président et vingt juges.

Les membres de la Cour des comptes portent le titre de Conseillers.

Article 14 : Le Président de la Cour des comptes est choisi parmi les hauts cadres du droit budgétaire ou de la comptabilité publique ayant au moins vingt ans d'expérience dans le domaine.

Il est nommé par décret du Président de la République après avis du Président du Sénat et du Président de l'Assemblée nationale.

Les vingt Conseillers sont désignés de la façon suivante :

- quatorze parmi les spécialistes de gestion, de l'économie, de la fiscalité, du droit budgétaire et de la comptabilité publique ayant au moins quinze ans d'expérience dans le domaine, dont six par le Président de la République, quatre par le Président du Sénat et quatre par le Président de l'Assemblée nationale ;
- six parmi les magistrats de premier grade dont deux par le Président de la République, deux par le Président du Sénat et deux par le Président de l'Assemblée nationale.

Les membres de la Cour des comptes sont désignés pour un mandat de six ans renouvelable une fois.

Ils sont inamovibles durant leur mandat.

Il ne peut être mis fin aux fonctions des membres de la Cour des comptes avant

le terme de leur mandat que sur leur demande, en cas d'empêchement lié à une incapacité physique ou mentale, de condamnation pour crime ou délit portant atteinte à l'honneur et à la probité, de nomination à d'autres fonctions, d'admission à la retraite ou de décès.

Les nouveaux membres désignés achèvent le mandat de ceux qu'ils remplacent.

Les membres de la Cour des comptes sont assistés, dans l'exercice de leurs fonctions, par des assistants de vérification.

Les assistants de vérification sont choisis parmi les spécialistes du droit, de la gestion, de l'économie, de la fiscalité, de l'audit et de la comptabilité ayant au moins cinq ans d'expérience dans le domaine et repartis dans les différentes chambres pour appuyer les membres de la Cour.

Les assistants de vérification ont pour mission de participer aux travaux de vérification des comptes et aux contrôles effectués sur place et sur pièces, sous la direction et la responsabilité des juges rapporteurs et sous l'autorité hiérarchique du Président de la chambre concernée et du Président de la Cour des comptes.

Ils ne peuvent exercer aucune activité juridictionnelle à la Cour.

Toutefois, ils sont assujettis à l'obligation du secret professionnel et bénéficient de la même protection que les membres de la Cour dans l'exercice de leur mission.

Les Assistants de vérification sont nommés par décret sur proposition du Président de la Cour des comptes.

La rémunération et indemnités des assistants de vérification sont fixés par décret, sur proposition conjointe des Ministres chargés de la Justice et des

Finances après avis du Président de la Cour.

Les membres non magistrat de la Cour des comptes bénéficient durant leur mandat du statut de magistrat.

CHAPITRE 1 : DU SIEGE

Article 15 : avant leur première entrée en fonction, les membres de la Cour des comptes non-magistrats prêtent serment devant la Cour suprême, réunie en audience solennelle, en présence du Président de la République, du Président de l'Assemblée nationale et du Président du Sénat suivant une formule déterminée par la loi.

Article 16 : le Bureau de la Cour est composé du Président, des Présidents des chambres, du Procureur général et du Secrétaire général.

Le Bureau est chargé d'élaborer le Règlement intérieur de la Cour et le soumet à l'adoption de l'Assemblée générale. Il arrête l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

Article 17 : l'Assemblée générale est convoquée par le Président pour délibérer sur les questions intéressant l'administration de la Cour.

Article 18 : le Président de la Cour des comptes est l'ordonnateur des dépenses. A ce titre, il produit annuellement le compte administratif de l'institution.

Article 19 : il est créé au sein de la Cour :

- une Agence comptable
- un Comité de programme et des rapports ;
- une Cellule de formation ;
- une Cellule Genre ;

- une Cellule Assurance-qualité.

Les modalités d'organisation et du fonctionnement de ces structures seront fixées par ordonnance du Président de la Cour après avis du Bureau.

Article 20 : après avis du Président de la Cour, un Agent comptable est nommé par un arrêté du Ministre en charge des finances.

Article 21 : l'Agent comptable est chargé de :

- la prise en charge des titres de recettes et leurs recouvrements conformément aux procédures de recouvrement définies par les textes en vigueur ;
- la prise en charge des ordres de dépenses et leur règlement ;
- la garde et conservation des fonds et valeurs ;
- la tenue de la comptabilité des opérations financières de l'Institution ;
- la conservation des pièces justificatives et comptables ;
- la production du compte de gestion.

L'Agent comptable a qualité de comptable principal. A cet effet, il est tenu de prêter serment avant son installation et de constituer le cautionnement conformément aux textes en vigueur.

Article 22 : le Président dispose d'un Cabinet composé comme suit :

- un (01) directeur de cabinet ;
- un (01) secrétaire particulier ;
- un (01) aide de camp ;
- un (01) aide de camp adjoint ;
- un (01) chargé des relations publiques;
- un (01) secrétaire de direction ;

- deux (02) hôtesses ;
- un (01) maitre d'hôtel ;
- deux (02) cuisiniers ;
- quatre (04) agents de sécurité ;
- deux (2) chauffeurs ;
- un (01) jardinier ;
- un (01) planton.

Article 23 : le secrétariat du Président reçoit et enregistre tous les courriers adressés à la Cour.

Les autres secrétariats de la Cour sont :

- le secrétariat du Parquet général ;
- le secrétariat du Secrétaire général ;
- le secrétariat du Greffier en chef ;
- les secrétariats des Chambres.

Les différents secrétariats assurent avec l'appui du Cabinet du Greffier en chef, les travaux de saisie et de classement de leurs services respectifs.

L'organisation et le fonctionnement des secrétariats sont fixés par ordonnance du Président de la Cour.

CHAPITRE II : DU MINISTERE PUBLIC

Article 24 : le Ministère public est exercé auprès de la Cour des comptes par le Parquet général composé du Procureur général choisi parmi les magistrats de l'ordre judiciaire et de trois Avocats généraux dont l'un provenant de l'ordre judiciaire et les deux autres, choisis parmi les fonctionnaires spécialistes de la gestion, de l'économie, de la fiscalité, du droit budgétaire ou de la comptabilité et

de l'audit, ayant au moins dix ans d'expérience professionnelle.

Le Procureur général et les Avocats généraux sont nommés par décret du Président de la République, sur proposition du Ministre de la justice, Garde des sceaux.

Le Procureur général et les Avocats généraux bénéficient des mêmes droits et avantages que les membres de la Cour.

Article 25 : le Parquet de la Cour est dirigé par un Procureur général.

Article 26 : le Procureur général est assisté des Avocats généraux et du Chef du Secrétariat du Parquet général.

CHAPITRE III : DU SECRETARIAT GENERAL

Article 27 : il est institué au sein de la Cour des comptes un Secrétariat général.

Le Secrétariat général est dirigé par un Secrétaire général assisté d'un adjoint.

Le Secrétaire général et son adjoint sont choisis parmi les fonctionnaires de catégorie A, spécialistes du droit, de la gestion, de l'économie, de la fiscalité, de l'audit ou du droit budgétaire et de la comptabilité ayant au moins dix ans d'expérience.

Le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint sont nommés par décret, sur proposition du Président de la Cour des comptes, après avis du Bureau de la Cour des comptes.

Article 28 : le Secrétariat général de la Cour est structuré ainsi qu'il suit :

- un Secrétariat ;
- une Agence comptable ;

- un Service administratif et financier ;
- un Service du matériel ;
- un Service des ressources humaines et de la formation ;
- un Service juridique ;
- un Service de protocole ;
- un Service de la communication ;
- un Service de l'informatique ;
- un Service de coopération et relations extérieures ;
- un Service de sécurité ;
- un Service de maintenance et parc automobile ;
- un Service des archives et de la documentation.

L'organisation et le fonctionnement des services sont fixés par ordonnance du Président de la Cour.

Article 29 : sous l'autorité du Président, le Secrétaire général est chargé d'exécuter les délibérations du Bureau de la Cour et de prendre toutes mesures nécessaires à l'organisation et au bon fonctionnement de la Cour.

Il est responsable devant le Bureau de la bonne marche de l'ensemble des services administratifs et financiers de la Cour.

Sous la responsabilité du Président de la Cour, il sollicite des services de l'État et organismes extérieurs toutes prestations, informations, études ou enquêtes nécessaires au travail de la Cour.

Le Secrétaire général est chargé de la préparation matérielle des audiences de la Cour. Il peut recevoir délégation pour signer tout acte et décision d'ordre

administratif concernant la gestion des services administratifs et l'exécution du budget.

Il tient un fichier central contenant le sommaire de tous les arrêts rendus par la Cour.

Article 30 : l'organisation et le fonctionnement du Secrétariat général sont fixés par ordonnance du Président de la Cour après avis du Bureau.

CHAPITRE IV : DU GREFFE

Article 31 : sous l'autorité du Président de la Cour, le Greffe de la Cour des comptes est dirigé par un Greffier en chef, assisté des greffiers de chambres et des greffiers.

Article 32 : le Greffe de la Cour comprend : -

- le Cabinet du Greffier en chef ;
- le Greffe des affaires budgétaires et financières ;
- le Greffe de contrôle et d'audit ;
- le Greffe de discipline budgétaire ;
- le Greffe juridictionnel.

Article 33 : le Parquet général de la Cour des comptes est doté d'un secrétariat dirigé par un Chef du secrétariat.

Le Chef du secrétariat du Parquet général est assisté d'un ou de plusieurs greffiers.

Article 34 : le Greffier en chef et le Chef du secrétariat du Parquet général sont nommés par décret, sur proposition du Ministre de la justice, Garde des sceaux, parmi les administrateurs des greffes, après avis du Président de la Cour des comptes.

Les autres greffiers sont nommés par décret, sur proposition du Ministre de la justice, Garde des sceaux, parmi les administrateurs et administrateurs adjoints des greffes, après avis du Président de la Cour des comptes.

Les greffiers sont affectés dans les chambres par ordonnance du Président sur proposition du Greffier en chef de la Cour, après avis du Bureau de la Cour.

Article 35 : le Greffier en chef dirige l'ensemble des services du greffe. Il est responsable de leur bon fonctionnement.

Article 36 : le Greffier en chef est chargé notamment de :

- tenir les différents registres prévus par les textes en vigueur et celui des délibérations de la Cour ;
- tenir la plume devant toutes les formations, de conserver les minutes des arrêts, avis et décisions et d'en délivrer extrait, expédition et grosse. En cas d'absence, il peut être suppléé par un greffier désigné par ses soins après avis du Président de la Cour ;
- contresigner les arrêts rendus par la Cour des comptes ;
- conserver les minutes des arrêts, avis, ordonnances, référés et d'en délivrer extrait, expédition et grosse, selon le cas ;
- réceptionner des comptes produits par des comptables publics assignataires et autres documents produits par les ordonnateurs ;
- recevoir et enrôler les affaires dont la Cour des comptes est saisie ou dont elle s'est autosaisie ;
- établir les états des amendes prononcées ;
- mettre en état les dossiers et en assurer le suivi ;
- conserver les procès-verbaux de délibérations, des rapports d'audit ;
- rédiger le préambule des arrêts sous la direction du président de chambre concerné ;

- notifier les arrêts, avis, ordonnances, rapports provisoires et définitifs de la Cour des comptes ;
- acter le déroulement et le prononcé et tout ce qui lui est dicté par le président de la composition;
- dresser les actes des diverses formations requises.

Le Greffier en chef est dépositaire, sous le contrôle du Président de la Cour, des minutes et archives dont il assure la conservation.

Il a la garde des scellés et de toutes pièces déposées au greffe.

Le Greffier en chef assure la supervision et la surveillance de tout le greffe. Il est chargé du maintien de l'ordre en son sein.

Il répartit les tâches aux Responsables des greffes et coordonne les activités de ces derniers.

Article 37 : les registres tenus par le Greffier en chef sont côtés et paraphés par le Président de la Cour.

Les registres tenus par les greffiers de chambre sont côtés et paraphés par les Présidents des chambres.

Les registres tenus par le Chef du secrétariat du Parquet sont côtés et paraphés par le Procureur général.

Les registres suivants sont notamment ouverts au greffe de la Cour des comptes :

- le Rôle des Comptes de Gestion (RCG) ;
- le Rôle des Fautes de Gestion (RFG) ;
- le Rôle des Comptes en Appel (RCA) ;
- le Rôle des Fautes de Gestion en Appel (RFGA) ;

- le Rôle de Rétractation (RR) ;
- le Rôle de Révision (RR) ;
- le Rôle de Récusation (RR) ;
- le Rôle de Renvoi Après Cassation (RRAC) ;
- le Rôle de Prestation de Serment (RPS)
- le Registre des Avis et Conclusions (RAC) ;
- le Registre des Actes du Président (RAP) ;
- le Registre des Arrêts (RAR) ;
- le Registre des Amendes (RAM);
- le Registre des Rapports d'Audit (RRA) ;
- le Registre des Comptes des Pouvoirs Publics Constitutionnels (RCPPC) ;
- le Registre des Prononcés (RP) ;
- le Registre des Comptabilités (RC).
- d'autres registres peuvent être ouverts en cas de nécessité.

Article 38 : conformément à l'article 121 alinéa 1 de la loi organique n° 007/CNT/2024 portant attributions, organisation, fonctionnement et règles de procédure devant la Cour des comptes, le compte de gestion du comptable public est en état d'examen lorsqu'il est :

- établi dans la forme tracée par les instructions du Ministre en charge des Finances;
- affirmé sincère et véritable, signé par le comptable public titulaire du bureau comptable ou par le commis d'office ;
- revêtu du visa de contrôle du supérieur hiérarchique ;
- appuyé des pièces générales et justificatives.

Le compte de gestion est préparé et mis en état d'examen par le comptable principal assignataire des recettes ou des dépenses en fonction au 31 décembre de l'exercice concerné. Le contenu du compte de gestion est déterminé par le Règlement général sur la comptabilité publique.

Le compte qui n'est pas en état d'examen est renvoyé pour régularisation dans un délai qui ne dépasse pas un mois, par le Greffier qui en informe le Procureur général.

Ce délai commence à courir à partir de la notification de la mise en demeure faite par le Procureur général au comptable concerné.

Lorsque le compte est en état d'examen, le Greffier en chef :

- l'enregistre au rôle général et le place dans une chemise de procédure sur laquelle est mentionné le numéro du rôle général ;
- mentionne sur la chemise le nombre des liasses transmises ;
- mentionne la date d'arrivée du compte au Greffe ;
- mentionne la chambre destinataire du dossier ;
- mentionne les exercices, la collectivité, l'organisme, le poste comptable et le compte comptable concernés.

Le Greffier de chambre enregistre le dossier dans son registre d'entrée, mentionne le numéro du rôle particulier sur la farde du dossier et le transmet au président de la chambre concernée. Les comptes des pouvoirs publics constitutionnels sont reçus au Greffe de la Cour des comptes et transmis directement au Cabinet du Président de la Cour des comptes.

L’apurement de ces comptes est réalisé par une équipe mise en place par Ordonnance du Président de la Cour des comptes. La procédure d’apurement est celle du droit commun.

Article 39 : lorsque le Greffier en chef est absent ou empêché, sa suppléance est assurée par un greffier désigné par ses soins après avis du Président de la Cour.

Article 40 : il est placé à la tête de chaque greffe de chambre un greffier qui assiste le Greffier en chef dans ses tâches. Lorsque le Greffier de chambre est absent ou empêché, sa suppléance est assurée par un greffier désigné par le greffier en chef sur sa proposition et après avis du Président de la chambre.

Article 41 : le Greffier en chef et les greffiers de chambre assistent les magistrats à l'audience et dans les cas prévus par la loi.

Article 42 : pour chaque affaire juridictionnelle, le Greffier en chef ouvre un dossier sur le dos duquel sont reproduites toutes les mentions utiles contenues dans le registre.

Article 43 : le Greffier en chef prépare, sous le contrôle du Président, la publication des arrêts de la Cour.

Article 44 : les attributions du Secrétariat du Parquet général sont définies par les articles 66 et 67 de la loi organique N° 007/CNT/2024 portant organisation, fonctionnement et règles de procédure devant la Cour des Comptes.

TITRE III : DU FONCTIONNEMENT DE LA COUR

CHAPITRE I : DU PRESIDENT

Article 45 : le Président assure l'administration de la Cour des comptes, conformément à l'article 47 de la loi organique.

Il représente la Cour dans les cérémonies et actes officiels.

Il préside le Bureau, les Chambres réunies, l'Audience plénière solennelle, l'inter-chambres, la chambre de Conseil, le Comité de programme et des rapports et l'Assemblée générale.

Il peut présider toute chambre lorsqu'il l'estime nécessaire.

En cas d'absence ou d'empêchement, le Président de la Cour est suppléé dans ses fonctions par un Président de chambre désigné à cet effet par ses soins.

Le Président est assisté par le Bureau de la Cour dans le cadre de l'exercice de ses fonctions d'administration et de discipline.

Il peut déléguer certaines fonctions d'administration générale au Secrétaire général.

Les ordres de mission sont signés par le Président de la Cour et revêtus de son sceau. Il peut déléguer cette tâche au Secrétaire général.

Le Président oriente toute affaire qui entre à la Cour au Greffier en chef qui l'enregistre au rôle général et la transmet le cas échéant au Président de la Chambre concernée.

Article 46 : il désigne par ordonnance les Présidents de Chambre.

Il procède à la désignation des Présidents des Sections et à la répartition des

Conseillers dans les différentes chambres, après consultation du Bureau de la Cour.

Il peut, pour assurer la bonne marche de la juridiction, affecter un même conseiller à plusieurs chambres.

Article 47 : un Conseiller d'une chambre absent ou empêché peut être suppléé par celui d'une autre chambre, sur ordonnance du Président de la chambre après avis du président de la chambre de provenance.

Il ne peut être suppléé à plus d'un conseiller au cours d'une même audience.

Article 48 : Assistants de vérification des comptes participent avec les conseillers aux travaux de contrôle sur place et sur pièces. Ils sont soumis comme tout le personnel de la Cour à l'obligation de réserves. Ils ne peuvent exercer aucune activité juridictionnelle à la Cour. Toutefois, ils sont assujettis à l'obligation du secret professionnel et bénéficient de la même protection que les membres de la Cour dans l'exercice de leur mission.

Les Assistants de vérifications sont nommés par décret sur proposition du Président de la Cour des comptes après avis de recrutement.

Article 49 : les décisions intéressant le Parquet général ou les chambres sont prises après avis du Procureur général ou du Président de la chambre concernée.

CHAPITRE II : DES CHAMBRES

Section I : DE LA COMPOSITION

Article 50 : la Cour est composée de quatre (04) chambres :

- la Chambre des affaires budgétaires et financières (CABF) ;
- la Chambre de contrôle et d'audit (CCA);

- la Chambre de discipline budgétaire (CDB) ;
- la Chambre juridictionnelle (CJ).

Article 51 : chaque chambre peut comporter autant de formations que nécessaire par ordonnance du Président de la Cour.

Chaque formation est composée d'au moins trois (03) Conseillers.

Des sections peuvent également être créées au sein de chaque chambre par ordonnance du Président de la Cour.

Les Assistants de vérification sont affectés par ordonnance du Président de la Cour dans les différentes chambres.

Section II : DES PRESIDENTS DES CHAMBRES

Article 52 : chaque chambre ou section est dirigée par un Président, désigné par ordonnance du Président de la Cour après avis du Bureau.

Article 53 : les Présidents des chambres sont chargés de l'administration et de l'organisation du travail dans leurs chambres respectives, notamment de la répartition des tâches au sein de leurs sections.

Ils proposent un projet de programme annuel d'activité.

Ils dressent un rapport annuel d'activité au Président de la Cour.

Ils arrêtent les dates d'audiences de concert avec le Parquet général.

Ils arrêtent les projets d'insertion et les transmettent au Comité de Programme et Rapports.

Article 54 : en cas d'empêchement du Président d'une chambre et sur sa proposition, le Président de la Cour désigne par ordonnance un Conseiller de

ladite chambre pour présider la formation.

Article 55 : les décisions des chambres sont adoptées à la majorité des membres présents qui la composent. En cas d'égalité des voix, celle du Président est prépondérante.

Section III : DES ATTRIBUTIONS DES CHAMBRES

Paragraphe 1 : DE LA CHAMBRE DES AFFAIRES BUDGETAIRES ET FINANCIERES

Article 56 : la Chambre des affaires budgétaires et financières est chargée de :

- assurer le contrôle de l'exécution des Lois de Finances par l'élaboration du rapport sur son exécution ainsi que la déclaration générale de conformité y relative ;
- certifier la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes de l'État ;
- contrôler les revenus des ressources extractives et certifier les déclarations du secteur extractif.

Paragraphe 2 : DE LA CHAMBRE DE CONTROLE ET D'AUDIT

Article 57 : la Chambre de contrôle et d'audit est chargée de :

- contrôler les comptes des services intérieurs et extérieurs de l'État, des Collectivités autonomes et des Entreprises publiques, des établissements publics, des entités bénéficiant des subventions de l'État provenant de la générosité publique ;
- évaluer les politiques publiques ;
- contrôler les revenus des ressources extractives et certifier les déclarations du secteur extractif ;
- examiner les comptes des partis politiques en vue de leur éligibilité à la subvention publique et les comptes des campagnes électorales

conformément à la loi.

Paragraphe 3 : DE LA CHAMBRE DE DISCIPLINE BUDGETAIRE

Article 58 : la Chambre de Discipline Budgétaire est chargée de vérifier la régularité des dépenses décrites dans les comptabilités publiques et de s'assurer à partir de ces dernières, du bon emploi des crédits, des fonds et valeurs gérés par les services de l'État ou par les autres personnes morales de droit public.

Article 59 : toute personne ayant commis une faute de gestion au sens des articles 177, 178 et 179 de la loi n°007/CNT/2024 du 26 février 2024 peut être déférée devant la Chambre de Discipline Budgétaire de la Cour. Il s'agit de :

- toutes les autorités administratives qui ont le pouvoir d'engagement, de liquidation et d'ordonnancement d'une dépense publique ;
- tout fonctionnaire, agent de l'État ou des organismes publics ou des collectivités territoriales ;
- toute personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public, une entreprise publique ou toute autre entreprise dans laquelle l'État détient tout ou partie de son capital, ou toute autre entreprise qui fournit un service public.

Les contrôleurs financiers peuvent également être poursuivis et sanctionnés si les infractions commises par l'ordonnateur auprès duquel ils sont placés ont été rendues possibles par une défaillance des contrôles dont ils ont la charge.

Paragraphe 4 : DE LA CHAMBRE JURIDICTIONNELLE

Article 60 : la Chambre Juridictionnelle est chargée de :

- juger les comptes des comptables publics;
- déclarer et apurer les gestions de fait ;

- sanctionner les fautes de gestion et les gestions de fait.

CHAPITRE III : DU MINISTERE PUBLIC

Article 61 : le Procureur général exerce le Ministère public par voie de réquisitions ou de conclusions écrites. Il assiste aux audiences et y présente des observations orales. Il conclut dans toutes les affaires soumises à la Cour. Il assure le suivi et l'exécution des décisions de la Cour.

Article 62 : le Procureur général a autorité sur le personnel du Parquet général. Il peut déléguer certaines attributions au 1er Avocat général, ou à défaut, aux Avocats généraux.

Article 63 : par voie de réquisition, le Procureur général :

- requiert une peine d'amende contre les comptables défaillants ou retardataires dans la production des comptes ;
- dénonce à la Cour les agissements constitutifs de gestion de fait ;
- transmet à la Cour les requêtes en révision et en rétractation dont il est saisi;
- requiert l'installation et la réception du serment des magistrats nommés à la Cour des comptes ainsi que les serments des comptables publics ;
- défère à la Cour les faits présumés constitutifs des fautes de gestion ;
- défère aux juridictions compétentes les agissements constitutifs de crimes ou délits.

Article 64 : par voie de conclusion, le Procureur général veille à l'application de la législation et de la règlementation en vigueur.

Il tient et met à jour le répertoire des ordonnateurs et des comptables publics ainsi que celui des collectivités autonomes, des entreprises publiques et autres personnes morales soumises au contrôle de la Cour.

Il veille à la production des comptes dans les délais légaux.

Il suit, avec les services habilités du ministère chargé des finances, l'exécution des arrêts et décisions de la Cour.

Article 65 : le Procureur général défère à la Cour les opérations présumées constitutives de gestion des faits, à son initiative ou à la demande du Ministre chargé des finances, des Ministres intéressés, des représentants légaux des collectivités autonomes, des établissements publics et des agences d'exécution, des représentants de l'État auprès des Collectivités autonomes, des comptables supérieurs chargés de l'apurement administratif, sans préjudice du droit de la Cour de se saisir d'office de ces opérations.

CHAPITRE IV : DU BUREAU

Article 66 : le Bureau assiste le Président dans l'exercice de ses fonctions d'administration et de discipline de la Cour. Il est composé :

- du Président de la Cour ;
- des Présidents de chambre ;
- du Procureur général ;
- du Secrétaire général.

Article 67 : le Bureau élabore le Règlement intérieur de la Cour qu'il soumet à l'adoption de l'Assemblée générale.

Il arrête l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

Article 68 : le Bureau se réunit, sur convocation du Président de la Cour en séance ordinaire une fois par mois et en séance extraordinaire en cas de besoin. Il peut se réunir à la demande de 2/3 de ses membres.

Il fixe la date des audiences sur proposition des Présidents de chambre. Il examine toutes les questions intéressant le personnel et les Magistrats.

Il formule des avis sur toutes questions relatives à l'organisation et au fonctionnement des services de la Cour.

Il adopte le compte administratif et le compte de gestion de la Cour.

Il émet un avis conforme sur la nomination des membres du ministère public près la Cour.

Article 69 : les décisions du Bureau sont prises par consensus.

En cas de divergence de point de vue, elles sont prises à la majorité des voix. En cas de partage de voix, celle du Président est prépondérante.

Article 70 : les réunions du Bureau sont sanctionnées par un compte rendu établi et signé par le Secrétaire général. Ce compte rendu est soumis à l'adoption à la prochaine réunion du bureau.

Article 71 : les formations juridictionnelles de la Cour tiennent leurs audiences aux jours fixés par les Présidents de chambre et le Parquet général.

Article 72 : le Bureau arrête le thème de la rentrée judiciaire et le soumet à l'adoption de l'Assemblée générale**.** Il propose le Conseiller chargé de le présenter.

CHAPITRE V : DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Article 73 : l'Assemblée générale est composée du Président de la Cour, du Procureur général, des Présidents de chambre, des Présidents des sections, des Conseillers, des Avocats généraux, du Secrétaire général, du Secrétaire général adjoint, du Greffier en chef et du Chef du Secrétariat du Parquet général.

Article 74 : l'Assemblée générale est convoquée par le Président de la Cour. Elle se réunit de droit deux fois par an, au début et à la fin de l'année judiciaire.

Elle peut être convoquée en réunion extraordinaire par le Président ou à la demande d'un tiers (1/3) des membres, après avis du Bureau sur un ordre du jour précis.

L'Assemblée générale est légalement constituée avec les 2/3 de ses membres.

Article 75 : le Secrétariat de l'Assemblée générale est assuré par le Greffier en chef. En cas d'empêchement ou d'absence, il est suppléé par le Chef du Secrétariat du Parquet général.

Article 76 : l'Assemblée générale adopte le Règlement intérieur de la Cour.

Elle délibère sur toutes les questions intéressant l'administration de la Cour.

Article 77 : les décisions de l'Assemblée générale sont prises par consensus. En cas de divergence de points de vue, elles sont prises à la majorité absolue des membres présents. En cas de partage de voix, celle du Président est prépondérante**.**

Article 78 : toute personne dont la présence paraît nécessaire, peut être invitée par le Président de la Cour à assister à l'Assemblée générale avec voix consultative.

CHAPITRES VI : DE L'AUDIENCE PLENIERE SOLENNELLE

Article 79 : l'Audience plénière solennelle comprend sous la présidence du Président de la Cour, les Présidents des chambres, les Présidents des sections, les Conseillers, le Parquet général et le Greffier en chef.

Le Président de la Cour est suppléé en cas d'empêchement, par le Président de chambre désigné par ses soins.

L'Audience plénière solennelle est publique. Elle a lieu à l'occasion de :

- la rentrée judiciaire ;
- l'installation de nouveaux membres de la Cour et du Parquet général ;
- la prestation du serment des membres de la Cour, de ceux du Parquet général et des comptables publics ;
- la remise du rapport annuel au Président de la République, au Président de l'Assemblée nationale et au Président du Sénat.

Article 80 : l'Audience plénière solennelle est légalement constituée avec les 2/3 des membres de la Cour.

Article 81 : l'Audience plénière solennelle de la rentrée judiciaire est fixée au premier (1er) lundi du mois d'octobre. Si ce jour est férié, la rentrée judiciaire est reportée au lendemain ou au premier jour ouvrable qui suit.

Un Conseiller à la Cour présente un thème choisi par l'Assemblée générale sur proposition du Bureau de la Cour.

Article 82 : à l'Audience plénière solennelle, les membres de la Cour, ceux du Parquet général et le Greffier en chef siègent en toge dont les caractéristiques sont fixées par un décret.

CHAPITRE VII : DES CHAMBRES REUNIES

Article 83 : la Cour siège toutes chambres réunies, à la demande de son Président.

Les chambres réunies comprennent tous les juges de la Cour des comptes. Elle est présidée par le Président de la Cour ou en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par un Président de chambre désigné par ses soins.

Un juge rapporteur qui a voix délibérative, y est désigné par le Président de la Cour.

Les chambres réunies siègent en présence d'un représentant du Ministère public.

Article 84 : les chambres réunies connaissent des affaires qui leur sont attribuées par ordonnance du Président de la Cour lorsqu'une affaire pose une question de principe, qu'il importe de faire trancher par l'ensemble de la Cour. Elles délibèrent sur les cas d'entraves aux contrôles de la Cour.

Article 85 : les chambres réunies ne peuvent statuer valablement qu'avec la participation effective de la majorité absolue de leurs membres.

Article 86 : les arrêts des chambres réunies s'imposent à toutes les chambres.

CHAPITRES VIII : DE LA FORMATION INTER-CHAMBRE

Article 87 : sous la présidence du Président de la Cour des comptes, la formation inter-chambres est composée de cinq juges dont trois Présidents de chambres et deux juges.

Le Président de la Cour des comptes, après avis du Procureur général, met en place, par ordonnance, la formation inter chambre, en définit la compétence et nomme le Rapporteur.

Article 88 : la formation inter chambre statue sur les appels formés contre les arrêts rendus définitivement en premier (1er) ressort par les chambres de la Cour en matière de jugement des comptes et de discipline budgétaire et financière.

CHAPITRE IX : DE LA CHAMBRE DE CONSEIL

Article 89 : la chambre du conseil est composée du Président de la Cour, du

Procureur général, des Présidents des chambres et du Secrétaire général.

Un juge rapporteur y est désigné par le Président de la Cour parmi ses membres.

Elle arrête définitivement les rapports publics.

Elle délibère, sur saisine du Président de la Cour, sur les suites à donner aux contrôles de la Cour.

CHAPITRE X : DU COMITE DE PROGRAMME ET DES RAPPORTS

Article 90 : le Comité de programme et des rapports publics est chargé notamment de :

- recevoir les projets d'insertion et de les examiner ;
- élaborer les rapports annuels des travaux de la Cour.

Article 91 : le Comité de programme et des rapports est composé du Président de la Cour, du Procureur général et d'un Conseiller de chaque chambre.

TITRE IV : DES DROITS ET OBLIGATIONS

Article 92 : les membres de la Cour et ceux du Ministère public ont rang et avantages des membres du gouvernement.

Article 93 : les membres de la Cour et ceux du Ministère public sont soumis aux règles régissant le corps des magistrats, notamment l'ordonnance n°007/PR/2012 du 21 février 2012, portant Statut de la Magistrature au Tchad.

Article 94 : les membres de la Cour, ceux du Ministère public, le Secrétaire général et son adjoint bénéficient de l'avancement automatique, sauf en cas de sanction disciplinaire pouvant empêcher l'avancement.

Article 95 : les membres de la Cour, ceux du Ministère public, le Secrétaire général et son adjoint ont droit à :

- une indemnité unique d'équipement renouvelable tous les trois ans dont le montant est égal à un (01) mois de salaire ;
- une allocation forfaitaire de congé d'un taux unique de deux millions (2 000 000 FCFA) en application de l'article 1er du décret 0071/PR/SGG/2020 du 13 février 2020 ;
- un véhicule de fonction ;
- un chauffeur ;
- une arme de poing ;
- un passeport diplomatique ;
- une carte professionnelle;
- un macaron pour l'identification ;
- une cocarde pour les véhicules ;
- une prise en charge médicale totale.

Les membres du bureau ont droit en sus à :

- un planton ;
- une hôtesse ;
- un agent de sécurité.

En cas de cessation de fonctions, ils ont droit à une prime unique de départ équivalant à deux mois de salaire par année d'activité.

Article 96 : le Président de la Cour a droit, compte tenu de son statut et pour le fonctionnement de ses services, à des fonds spéciaux mensuels dont le montant est défini par le Président de la République.

Article 97 : le Président de la Cour nomme et recrute par décision le personnel technique et d'appui de la Cour des comptes.

Le personnel technique et d'appui de la Cour des comptes est aligné sur celui de la Présidence de la République en ce qui concerne les rémunérations mensuelles et le régime de congés.

Article 98 : le Greffier en chef et le Chef du Secrétariat du Parquet général bénéficient des avantages ci-après :

- une indemnité unique d'équipement équivalent à un mois (01)de salaire par année d'activité ;
- une indemnité annuelle de congé dont le montant est égal à un (01) mois de salaire ;
- un véhicule de fonction ;
- un chauffeur ;
- une arme de poing ;
- une carte professionnelle;
- un passeport de service ;

- un macaron pour les véhicules ;
- une prise en charge médicale totale.

En cas de cessation de fonctions, ils ont droit à une prime unique de départ équivalant à un (01) mois de salaire par année d'activité.

Outre les véhicules des fonctions des membres de la Cour, ceux du Parquet, des secrétaires généraux, du Greffier en chef et du Chef du secrétariat du parquet général, la Cour a droit à des véhicules de liaison.

Article 99 : le personnel de la Cour peut bénéficier de témoignage de satisfaction sur proposition du Président de la Cour.

Article 100 : le Président de la Cour des comptes voyage en première classe.

Les Présidents des chambres, les Conseillers, le Procureur général, les Avocats généraux, le Secrétaire général et son Adjoint voyagent en classe affaire.

Le reste du personnel voyage en classe économique.

Article 101 : les membres de la Cour et ceux du Ministère public bénéficient de l'immunité de poursuites et du privilège de juridiction.

Hors le cas de flagrant délit, aucun magistrat ne peut être poursuivi, ni jugé sans autorisation du Conseil supérieur de la magistrature.

Toute atteinte à l'honneur, à la dignité, et à la probité d'un membre de la Cour sera réprimée conformément aux textes en vigueur.

Article 102 : si l'autorisation de poursuite est accordée à l'encontre d'un membre

de la Cour des comptes susceptible d'être inculpé d'un crime ou délit commis hors l'exercice de ses fonctions, le Procureur général près la Cour d'appel saisi de l'affaire présente requête à la Cour suprême qui statue en Assemblée plénière et désigne le magistrat chargé de l'instruction de l'affaire et la juridiction chargée du jugement.

Article 103 : en cas de crime ou de délit commis dans l'exercice de ses fonctions, le Procureur général près la Cour d'appel saisi de l'affaire transmet sans délai le dossier au Procureur général près la Cour suprême qui engage et exerce l'action publique devant la Chambre judiciaire. S'il estime qu'il y a lieu à poursuite, le Procureur général requiert l'ouverture d'une information. Il en est de même si la partie lésée a porté plainte avec constitution de partie civile.

Article 104 : la Chambre judiciaire saisie conformément à l'article précédent commet l'un de ses membres qui prescrit tous actes d'instruction nécessaires, dans les formes et conditions prévues par le Code de Procédure Pénale.

Les décisions à caractère juridictionnel, notamment celles relatives à la mise ou au maintien en détention, ou à la mise en liberté de l'inculpé, ainsi que celles qui mettent fin à l'information sont rendues par la Chambre judiciaire, après communication du dossier au Procureur général. Sur réquisition du Procureur général, le Président de la Chambre judiciaire peut, avant sa réunion, décerner mandat contre l'inculpé. Dans les cinq jours qui suivent l'arrestation de l'inculpé, la Chambre judiciaire décide, s'il y'a lieu ou non, à son maintien en détention.

Article 105 : lorsque l'instruction est terminée, la Chambre judiciaire peut :

- soit dire qu'il n'y a lieu à suivre ;
- soit, si l'infraction retenue à la charge de l'inculpé constitue un délit, le renvoyer devant une juridiction correctionnelle de premier degré, autre que

celle dans la circonscription dans laquelle l'inculpé exerçait ses fonctions ;

- soit, si l'infraction retenue à la charge de l'inculpé constitue un crime, le renvoyer devant une Cour criminelle autre que celle dans le ressort de laquelle l'accusé exerçait ses fonctions.

Article 106 : il est interdit aux membres de la Cour et à ceux du Ministère public d'avoir sous quelque forme que ce soit, directement ou par personne interposée, des intérêts dans un organisme sur lequel s'exerce le contrôle de la Cour.

Article 107 : tout manquement, par un membre de la Cour ou un membre du Ministère public aux devoirs de sa charge, à la délicatesse ou la dignité, constitue une faute disciplinaire et doit être sanctionné.

La procédure de l'action disciplinaire est celle prévue par les textes organisant le Conseil supérieur de la magistrature.

Article 108 : tout déplacement, toute absence à caractère privé hors du siège de la Cour doit être soumis à l'autorisation préalable du Président de la Cour.

Article 109 : indépendamment des congés réguliers reconnus aux agents de l'Etat, les Magistrats et les greffiers de la Cour ont droit à des vacances judiciaires dont la durée est de deux (02) mois. Elles commencent le 1er août et prennent fin le 30 septembre de chaque année. Toutefois, la permanence et la continuité des services publics sont assurées.

La rentrée judiciaire est organisée en Audience plénière solennelle de la Cour. Au cours de cette audience, le Président de la Cour présente un discours bilan. Un Conseiller présente un thème préalablement choisi. Le Procureur général prend ses réquisitions. De tout, la Cour prend acte.

TITRE V : DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 110 : il est institué un logo de la Cour. Ce logo est constitué d'un cercle bleu et d'un cercle jaune à l'intérieur. Sur le cercle jaune, sont inscrits en rouge :

REPUBLIQUE DU TCHAD – COUR DES COMPTES.

Au fond, une balance sur un livre symbolise la justice et l'égalité dans la discipline, le conseil, le contrôle du budget et le jugement des comptes.

Ce logo est porté par les magistrats de la Cour sous forme de cocarde dans les cérémonies publiques et dans les circonstances où ils ont à faire connaitre leur qualité.

Les véhicules des membres de la Cour, du Ministère public, du Secrétariat général, du Greffier en chef et du Chef du Secrétariat du Parquet sont marqués d'une cocarde (macaron) du même insigne dépourvu du livre.

Article 111 : l'ordre de préséance au sein de la Cour est le suivant :

- Président de la Cour ;
- Procureur général ;
- Présidents de chambre ;
- Conseillers ;
- Avocats généraux ;
- Secrétaire général ;
- Secrétaire général adjoint ;
- Assistants-vérificateurs ;
- Greffier en chef ;
- Chef du Secrétariat du Parquet général ;
- Greffiers.

Article 112 : en audience solennelle, les membres de la Cour, ceux du Parquet général et le Greffier en chef, portent la toge d'apparat.

En audience ordinaire, ils siègent en toge noire.

Les caractéristiques desdits costumes sont fixées par un Décret.

Article 113 : les Présidents des chambres, le Procureur général, le Secrétaire général et le Greffier en Chef dressent, à l'attention du Président de la Cour, un rapport détaillé de leurs activités respectives, pour l'année judiciaire écoulée et des propositions d'amélioration pour la nouvelle année, au plus tard le 30 août de chaque année.

Article 114 : en attendant la création des chambres provinciales, les comptables publics secondaires prêtent serment devant les Tribunaux de Grande Instance de leur ressort territorial.

Article 115 : Le présent Règlement intérieur est adopté à la majorité simple des membres de l'Assemblée générale**.**

Toutefois, il peut être soumis à révision à la demande d'au moins 2/3 des membres de l'Assemblée ou à l'initiative du Bureau.

Article 116 : l'Assemblée générale de la Cour des comptes en sa séance du 22 juillet 2024 a adopté le présent Règlement intérieur qui entrera en vigueur après décision du Conseil constitutionnel.

N'Djaména, le 22 juillet 2024

P. L'Assemblée Générale

La Présidente

ZARA IBRAHIM MAHAMAT ITNO